

Note conceptuelle pour une session thématique sur

Le rôle central de la protection sociale dans la lutte contre le travail des enfants

V^e Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants, Durban, en Afrique du Sud

Mercredi 18 mai 2022, 12:30 - 14:15

Contexte

La protection sociale et le travail des enfants sont deux questions importantes qui recoupent les sphères du travail décent et des droits de l'homme. Le droit à la protection sociale est garanti par divers instruments des droits de l'homme tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) et la Convention des droits de l'enfant (CDE). C'est également un élément important du travail décent abordé dans la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, et la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, qui sont les deux instruments les plus importants dans ce domaine. Ensemble, ces instruments offrent une vision politique normative de la manière dont la protection sociale universelle peut être réalisée au XXI^e siècle.

Pour exploiter pleinement la puissance de ces instruments et amplifier leur impact sur le travail des enfants, ils doivent être associés à la convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (1999) et à la convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum (1973).

La protection sociale joue un rôle important en contribuant à la prévention et à l'élimination du travail des enfants. Elle réduit les vulnérabilités, donne des moyens aux communautés, en veillant à ce que les enfants aillent et restent à l'école et à ce que les parents aient le revenu nécessaire pour soutenir leur développement et leur éducation, sans avoir recours au travail des enfants pour compléter le revenu du ménage. Globalement, la protection sociale contribue à atténuer la pauvreté et l'insécurité économique qui sous-tendent le travail des enfants. Dans ce contexte, la Conférence internationale du travail de juin 2021 a appelé les États membres à construire des systèmes de protection sociale universels, et en particulier à «investir dans la protection sociale des enfants, notamment en vue d'éliminer le travail des enfants».

Diverses études ont évalué l'importance des différents éléments des systèmes et instruments de protection sociale, tels que les transferts monétaires conditionnels et inconditionnels, les prestations en nature et les programmes d'alimentation scolaire, et la manière dont ils contribuent à éliminer le travail des enfants. Les données semblent indiquer que la protection sociale est effectivement un outil politique puissant pour réduire le travail des enfants. Par conséquent, un système de protection sociale universel semble être le plus approprié, dans le cadre d'une approche intégrée et globale, pour s'attaquer au problème.

Cependant, malgré ces mesures, la protection sociale n'est pas suffisamment utilisée comme moyen d'éliminer le travail des enfants. La couverture de la protection sociale reste terriblement faible dans de nombreuses régions du monde. Les enfants sont particulièrement touchés par le manque de protection sociale. Avant la pandémie, près des trois quarts des enfants, soit 1,5 milliard, ne bénéficiaient pas de protection sociale. La couverture effective des enfants est particulièrement faible en Asie et dans le Pacifique (18 %), dans les États arabes (15,4 %) et en Afrique (12,6 %). Ces lacunes de couverture sont associées à un sous-investissement important dans les systèmes de protection sociale des enfants.

Les dépenses consacrées à tous les types de protection sociale restent insuffisantes. La moyenne mondiale du PIB que les pays consacrent à la protection sociale est de 12,9 %. Mais, alors que les pays à revenu élevé dépensent 16,4 pour cent, et les pays à revenu moyen supérieur 8 pour cent, les pays à faible revenu ne dépensent que 1,1 pour cent de leur PIB. Comblé ce «déficit de financement», afin d'assurer au moins une prestation minimale pour tous, doit être une priorité. Les pays en développement devraient investir 1 200 milliards de dollars supplémentaires, soit l'équivalent de 3,8 % de leur produit intérieur brut (PIB), pour combler le déficit de financement annuel en 2020.

Face à la première augmentation du nombre absolu d'enfants travailleurs, les décideurs politiques doivent mettre en place un système de protection sociale intégré comprenant des allocations familiales et des services de garde d'enfants ainsi que l'octroi d'un congé parental et l'accès aux soins de santé, en plus de salaires décents. À cette fin, des investissements ambitieux dans des systèmes de protection sociale universels sont nécessaires.

L'événement comprendra deux parties: i) le lancement du rapport de l'OIT et de l'UNICEF sur la protection sociale, suivi par ii) une table ronde et une session plénière ultérieure. Le rapport sera lancé par des représentants de haut niveau de l'UNICEF et de l'OIT. Il s'agira



d'une présentation des principales conclusions et recommandations du rapport, ainsi que des remarques de hauts responsables de chaque organisation.

Questions à traiter

Pour exploiter pleinement le pouvoir de la protection sociale dans le but de mettre fin au travail des enfants, des questions importantes doivent être posées. Comment combler les lacunes de financement de la protection sociale afin de répondre aux besoins des enfants et de réduire la vulnérabilité des familles? Comment les pays peuvent-ils lutter contre le travail des enfants en investissant dans un socle de protection sociale défini au niveau national comme première étape du renforcement de leurs systèmes de protection sociale? Que peuvent faire les pays pour réaliser et attirer des investissements durables dans des systèmes de protection sociale universels? Comment les instruments de protection sociale peuvent-ils être efficacement mis en œuvre dans l'économie rurale et l'agriculture comme moyen de lutter contre le travail des enfants?

En outre, les panélistes seront invités à discuter des défis liés à l'élargissement de l'accès à la protection sociale pour prévenir et lutter contre le travail des enfants, y compris des défis découlant des faibles investissements dans la protection sociale adaptée aux enfants et de l'écart de couverture persistant. Il est important que les panélistes mettent en lumière les bonnes pratiques et les exemples de réussite sur la façon dont la protection sociale a aidé à lutter contre le travail des enfants, y compris les bonnes pratiques d'élargissement de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle et rurale.

Les réponses à ces questions et à d'autres questions liées seront essentielles pour faire progresser la protection sociale pour qu'elle devienne un moyen de mettre fin au travail des enfants.

